

Le bonus réparation « textile », un franc succès ?

Lorsque l'Etat a annoncé qu'il subventionnerait les réparations de fermetures à glissière et autres accros vestimentaires, certains ont cru à une plaisanterie. Pas du tout. Lancé en novembre 2023, le « bonus réparation textile » a permis aux Français d'économiser 2,8 millions d'euros. Les débuts restent encore timides et des freins subsistent. « Les Echos » ont testé le dispositif pour vous.



Kristelle Rodeia pour Les Echos

Par [Tifenn Clinkemaillié](#)

Publié le 28 mai 2024

Clés, carte de transport, carte bancaire, baume à lèvres et même téléphone... Depuis des mois, la poche trouée d'un manteau aspirait régulièrement tout objet que j'avais le malheur d'y glisser. S'ensuivait alors un combat acharné, pouvant durer de longues minutes, pour faire remonter à la surface l'accessoire perdu.

Consciente de mes capacités limitées en couture - et ne souhaitant pas déranger une nouvelle fois ma grand-mère -, je me suis mise en quête d'un réparateur pour régler le problème. Décidément, l'Etat français remplace même les grands-mères. Jusqu'où l'interventionnisme va-t-il se nicher...

La quête d'un réparateur

[Lancé en novembre 2023 par le gouvernement](#), le dispositif a pour objectif de promouvoir la réparation en octroyant une réduction pour chaque acte effectué. Encore faut-il trouver un réparateur labellisé. Tous sont recensés sur le site Internet de Refashion, éco-organisme chargé du fonds réparation consacré à la filière textile. De prime abord, tout paraît fluide. Plus de 200 boutiques sont répertoriées en Ile-de-France.

Un premier filtre permet de faire disparaître les cordonniers, également éligibles au bonus réparation, mais qui ne me seront, cette fois-ci, d'aucune aide. Le nombre de réparateurs descend alors à 125. Largement assez, a priori, pour satisfaire ma demande. Mais le diable se cache parfois dans les détails.

Première déconvenue : le réparateur le plus proche n'est autre qu'un Zara. Le géant de la fast fashion a effectivement lancé son atelier de réparation, qui lui permet de bénéficier du fonds. Il ne prend néanmoins en charge que les articles issus de ses collections. Même constat chez la marque parisienne Leon & Harper.

Je décide alors de tenter ma chance auprès d'un pressing. Si plusieurs magasins de la chaîne sont répertoriés par Refashion, celui que je contacte n'a jamais entendu parler du bonus. C'est finalement après trois essais infructueux et quelques kilomètres parcourus que je parviens à trouver mon bonheur. Coût de l'opération : 13 euros, contre 20 sans bonus.

La distance parcourue reste certes faible. Elle pourrait l'être encore moins. Une recherche en ligne permet effectivement de localiser des dizaines de retoucheries à seulement quelques centaines de mètres de mon domicile. Mais des freins subsistent à l'essor du bonus.

Des fonds en attente d'être dépensés

Premier d'entre eux : une méconnaissance du dispositif. Refashion recense désormais plus de 1.150 boutiques de réparation, dont 35 % de cordonneries et 65 % de retoucheries. C'est certes deux fois plus qu'au lancement, mais bien loin de concerner les 16.000 entreprises de la réparation textile identifiées par Refashion.

Inclure les marques ?

Artisans, réseaux de franchisés, acteurs digitaux, réparateurs à domicile, mais surtout marques sont ciblés par l'éco-organisme pour accélérer et dépenser les montants alloués. « Maintenant que les artisans sont bien embarqués dans le dispositif, tout le travail va être d'amener les marques, car elles seront nos plus gros relais d'information auprès des

consommateurs », souligne Elsa Chassagnette, responsable du bonus réparation chez Refashion.

Une stratégie qui soulève une question pour les associations environnementales. « Si on verse des fonds à Zara pour réparer ses produits, on finit par financer l'activité de Zara », observe Pierre Condamine, chargé de campagne surproduction aux Amis de la Terre. « Il faut travailler auprès des petits artisans, la plupart du temps, ils ne sont pas au courant, ou ne savent pas comment faire, mais c'est grâce à eux que l'on bâtira quelque chose de solide sur l'avenir », abonde Charlotte Soulyard.

Des campagnes de communication seront menées en ce sens, assure Refashion, pour qui une grande partie du travail consiste à déconstruire les idées reçues. « Beaucoup pensent qu'il s'agit d'une usine à gaz administrative, mais en réalité les artisans passent entre 40 secondes et une minute à déclarer une réparation, et nous remboursons aujourd'hui sous six à sept jours », plaide Elsa Chassagnette.

Un enjeu financier

Reste la question du prix. Les consommateurs plébiscitent avant tout de petites réparations. Le bonus moyen est de huit euros et représente 36 % du prix total, souligne Refashion, pour qui les ristournes allouées correspondent à la demande. « Le montant du bonus paraît acceptable », abonde Pierre Condamine.

Reste qu'aujourd'hui, réparer coûte en moyenne aussi cher qu'acheter neuf. Et cette initiative seule ne suffit pas à concurrencer l'offre de la fast fashion. « On ne change pas de système si on ne s'attaque pas à la source », tranche le chargé de campagne surproduction aux Amis de la Terre.

Tifenn Clinkemallie